

POUR UN SYNDICALISME DEBOUT

« Mes chers camarades, malgré tout le bonheur que nous pouvons ressentir chaque jour d'être au cœur de notre place forte syndicale, pouvons-nous seulement nous satisfaire de cette fierté ? Regardons vraiment autour de nous, au pied de nos remparts. Que voit-on ? Des dizaines de milliers de SDF qui vivent, dans nos rues débordantes de richesses et d'arrogants, comme nous ne supportons pas que vivent les animaux, des femmes et des hommes en loques, toujours plus nombreux, toujours plus jeunes et totalement déshumanisés. Des centaines de milliers, des millions de chômeurs, mais aussi des travailleurs pauvres, des Rmistes... Des millions de jeunes, dont l'avenir rime avec galère, précarité, marginalité, dépendance, et désespérance. Voici la réalité du monde d'aujourd'hui qui provoque chez nous tous un mélange de révolte et d'inquiétude. Révolte et inquiétude qui doivent renforcer le partage d'une conviction syndicale plus ferme que jamais. »

Marc Peyrade, rapport au congrès de la CSTP créant Info'Com, vendredi 17 mars 2006

Le refus du système capitaliste de prendre en compte les pauvres, ces « invisibles », conduit à l'impasse actuelle. Ce déni de réalité sociale, ces monstrueuses inégalités, revient sous forme d'une immense déflagration au cœur de la mondialisation capitaliste. Exclues des dividendes du profit marchand, les pauvres se sont multipliés sans avoir droit à la parole, à la reconnaissance, à une quelconque prise en compte de leurs besoins. Juste la charité... Jamais la solidarité. Jugés responsables de leur déchéance sociale, marginalisés mais

toujours plus nombreux, ils forment un explosif social pur, qui vient d'entrer en réaction.

Aucune politique, ces vingt ou trente dernières années, ne les a considérés comme une contradiction béante des sociétés basées sur le profit privé. Alors, laissés à eux-mêmes, ayant compris que leur situation ressemble à une condamnation à perpétuité, les voilà saisissant n'importe quel moyen pour hurler leur rancœur à la face d'un monde qui les nie. Terra Nova recommandait de ne pas s'occuper du salariat, pendant qu'à l'Elysée on riait des sans-dents. À Francfort, seule importe la finance européenne conduite par la BCE. Aux USA, les perdants de la crise n'apparaissent jamais sur les radars officiels. Partout les Etats confrontés à l'effondrement du système financier ont choisi de piller le peuple pour renflouer la banque. Ce hold-up réussi, les financiers ont imposé aux États de transformer la dette financière privée en dette publique, exorbitante, insoutenable, illégitime. La machine à fabriquer de la pauvreté tourne à plein régime.

La mondialisation heureuse, flanquée du récit merveilleux du nouvel El Dorado, la Silicon Valley, vient, comme le Titanic, d'entrer en collision avec son iceberg, la pauvreté mondialisée. Alors les rats quittent le navire, l'Angleterre « brexite », la Maison-Blanche s'ouvre au protectionnisme en se livrant à un président postiche du Klu Klux Klan. Des pays un temps charmés par l'Union se déeuropéanisent et développent soudain, en guise de protection contre la mondialisation désastreuse, des haies de barbelés contre les immigrés. Les extrêmes droites, vieilles comme la Première Guerre mondiale, trouvent dans cette épidémie identitaire matière à manipuler les pauvres de souche contre les pauvres étrangers. Pour mieux épargner les riches de souche et les riches étrangers. On ne mord pas la main qui vous nourrit...

Une partie significative des pauvres, des chômeurs, des précaires est disponible à une aventure subversive menée par l'extrême droite, la droite radicale et

l'intégrisme religieux. Elle s'est détournée des partis et syndicats traditionnels en lesquels elle ne se reconnaît pas. Le ralliement de beaucoup de formations politiques et syndicales à la politique libérale a accéléré cette vaste désaffiliation qui confine à la disparition de ce qu'on nommait naguère « mouvement ouvrier ». Cette désaffiliation est d'autant plus forte que dans beaucoup de pays, dont le nôtre, les formations traditionnelles se réclamant du peuple ont gouverné et gouvernement encore, mettant en œuvre une politique libérale au service de laquelle la puissance publique a entièrement été mobilisée.

Le challenge de 2006 consistait à résister à l'éradication programmée des ouvriers du Livre par la création d'un syndicalisme rassemblé, intégrant toutes les corporations pour créer un outil commun de leur dépassement. Le challenge présent consiste à résister à la vague libérale qui, par la régression sociale systématique et la répression contre les mouvements sociaux, prétend se débarrasser d'un syndicalisme indépendant de l'Etat, du patronat et des institutions nationales comme européennes.

« La crise actuelle de la politique a des répercussions sur le syndicalisme. L'effondrement du système politique des États socialistes d'Europe de l'Est et l'échec des politiques social-démocrates en Europe occidentale ont laissé un vide dans la représentation du mouvement social dans le domaine politique et institutionnel. Si l'on regarde l'évolution politique depuis 1981 (et ceci a marqué plusieurs générations de militants), on est frappé par le mouvement de balancier entre la gauche et la droite de la société française qui semble dire : on sort les sortants et on verra bien ce qui se passera après. Par delà ce mouvement de balancier, on retrouve plusieurs constantes :

- *la critique des politiques libérales mises en œuvre renvoie les deux camps dos à dos ;*
- *à chaque fois les nouveaux se font élire sur la déception de l'action des premiers et sur l'importance qu'ils disent accorder au social ;*
- *la société n'est pas écoutée, le rejet des politiques est indéniable, l'extrême droite progresse. »*

Marc Peyrade, rapport au congrès de la CSTP créant Info'Com, vendredi 17 mars 2006

C'est pourquoi les syndicats Info'Com et SIP ont pris un soin particulier à s'immerger dans le mouvement

majoritaire contre la loi Travail. Là, au cœur de cette vague de rejet massif de mesures liberticides et antisociales, sont apparues de grandes caractéristiques du nouvel état d'esprit, d'une conscience très répandue, régénérant un espoir réel entamée fin 2010.

Dans la dynamique de l'action collective et démocratique, des traits sont apparus : exigence d'une indépendance totale à l'égard des experts d'en haut, méfiance à l'égard de l'appareil centralisé, ce qui est beau est local, tout au plus régional, à portée de main et de contrôle, envie de rassembler les luttes, de les coordonner, d'en rompre l'isolement sans en dénaturer les caractéristiques, compréhension de la violence policière, à la fois comme une politique de force de l'Etat-49/3, et une radicalisation de certaines franges de l'institution policière.

À ce jour, personne ne revendique haut et fort l'arrêt unilatéral et autoritaire d'un mouvement riche de potentiels. Cet arrêt brutal, pour lequel personne n'a été consulté, a mis fin prématurément à un mouvement qui n'a pas été au bout. Elle combinait pour la première fois depuis fort longtemps les exigences de défense du droit social et les perspectives d'une démocratie recrée par un mouvement citoyen. La jonction du syndicalisme avec les Nuits debout a été une manière d'affirmer la combinaison des deux axes, démocratie et droit social.

Partout de nombreux collectifs militants de la CGT se sont retrouvés en phase avec l'état d'esprit réel, ils sont très vraisemblablement majoritaires. Le congrès de Marseille avait annoncé les contradictions publiques. Le cours de l'institutionnalisation de la confédération a bien été adopté à la fin des travaux, mais la très grande majorité des délégués mandatés aux assises nationales a imposé à la tribune l'orientation du refus intégral de la loi Travail. Cette force militante a fourni au mouvement son assise principale et déterminante.

Au débat collectif de dire pourquoi l'affaire n'a pas été menée à bien. Mais enfin, à l'évidence, nous avons pas été jusqu'au bout du possible. Dans quel état splendide serait notre syndicalisme s'il avait converti en retrait de la loi Travail l'opinion majoritaire contre un gouvernement minoritaire ! C'était possible de régénérer la CGT par le mouvement social, de construire un syndicalisme-mouvement social. D'où la responsabilité de ceux qui ont manié le frein à main...

L'immersion dans le mouvement réel, la pratique de la solidarité par la caisse de grève et les relations démultipliées grâce à la communication permettent de faire état d'un phénomène durable : beaucoup d'équipes syndicales CGT attendent autre chose de leur syndicat qu'une nouvelle fin en queue de poisson d'un mouvement national légitime, majoritaire.

Pour l'heure, il est décisif d'apporter aux militants qui se posent mille questions l'affirmation que leurs interrogations

sont largement partagées. Loin d'alimenter la rengaine du « c'était mieux avant », loin de manier des mots fétiches censés tout résoudre sitôt prononcés, s'impose à nos yeux une cohérence : c'est le syndicalisme tel qu'il a traversé la crise précédente, qui doit adapter ses objectifs et ses structures à l'état réel du salariat. Il s'agit moins de précipiter la fin de vieilles structures obsolètes – elles s'en chargent toutes seules – que d'offrir à toutes les énergies disponibles les perspectives suivantes. Rassembler, pour comprendre et mieux agir.

« La sécurité sociale est la garantie donnée à chacun qu'en toutes circonstances, il disposera des moyens nécessaires pour assurer sa subsistance et celle de sa famille dans des conditions décentes. Trouvant sa justification dans un souci élémentaire de justice sociale elle répond à la préoccupation de débarrasser les travailleurs de l'incertitude du lendemain. De cette incertitude constante qui crée chez eux un sentiment d'infériorité et qui est la base réelle et profonde de la distinction des classes entre les possédants sûrs d'eux-mêmes et de leur avenir et les travailleurs sur qui pèse, à tout moment la menace de la misère. »

Marc Peyrade, rapport au congrès de la CSTP créant Info'Com, vendredi 17 mars 2006 (citation de l'ordonnance de lancement de la Sécurité sociale)

La citation comporte tous les ingrédients du syndicalisme à bâtir : justice sociale pour toutes et tous, comme principe de base d'une société démocratique, sécurité collective pour extirper les « travailleurs de l'incertitude du lendemain », égalité organisée pour éradiquer « un sentiment d'infériorité » chez celles et ceux sur qui pèse « à tout moment la menace de la misère. » Ces objectifs, que résume bien le mot Solidarité, sont moins du domaine de la démonstration économique que de l'élan enthousiaste et fraternel de l'action collective. Chacun sait que l'argent ruisselle dans les paradis fiscaux et dans les coffres-forts de la Banque. Ce qui fait défaut, c'est l'ardent désir d'aller ensemble le chercher, déterminés et organisés.

C'est pourquoi Info'Com-CGT et SIP-CGT proposent à toutes les bonnes volontés un partenariat collaboratif pour mener à bien le rassemblement des énergies disponibles. L'ambition ? Contribuer à la définition du syndicalisme du XXI^e siècle. Les ingrédients requis proviendront de l'héritage des débuts historiques de la CGT : indépendance à l'égard de l'Etat, pratique modelée autour de la fraternité et de la solidarité, organisation par les Bourses du travail de l'accueil des salariés, perspective d'une société de justice sociale et d'égalité

à construire ensemble et pour tous. Et puis il y aura l'imagination collective stimulée par le débat.

Cette ambition consiste également à dynamiser, élargir et concrétiser l'indispensable combat pour la liberté de l'information, aujourd'hui asservie par la mainmise exclusive de groupes privés de taille européenne et mondiale. L'enjeu, qui requiert un vaste rassemblement, concerne la manipulation d'une information modelée pour obtenir le consentement de masse à l'égard des dogmes du libéralisme mondialisé. Ce combat pour la liberté de l'information implique la revendication de moyens industriels concernant la presse, groupés en un réseau national et mutualisé d'imprimeries au service de l'information. La bataille collective visera le scandale du détournement des fonds publics, jadis nommés aides à la presse, mais qui, à présent, fonctionnent comme des subventions considérables alloués en majeure partie aux groupes dominants, récompensant la réduction des effectifs et les concentrations des organes d'information.

La démarche consiste dans un premier temps à collectiviser le meilleur des expériences des équipes syndicales. Il s'agit d'un processus de débat, qui rompt avec un silence épais et une pratique du secret en vigueur au sommet de la pyramide. Les tâches les plus difficiles, les plus brûlantes, qu'il faut remplir ? Orienter le syndicalisme, la pratique militante et les structures syndicales vers les précaires, les jeunes, les nécessiteux, là où ils sont, tels qu'ils sont. Sous peine de perdre pied avec la réalité sociale.

Elle n'existe plus, cette syndicalisation massive, telle qu'elle fut dans un passé lointain portée par de grands mouvements tels que le Front populaire et la Libération. Il n'y aura pas de compensation institutionnelle à ce déficit. Telle qu'est née la CGT, avec la vigueur du nouveau prolétariat d'industrie et l'expérience de l'ancienne classe ouvrière des Bourses du travail, tel sera le nouveau syndicalisme. A la condition expresse de créer ces lieux d'accueil qu'étaient ces Bourses, ces maisons du Peuple. A condition de donner vie à des locaux syndicaux ouverts à qui voudra bien pousser la porte parce qu'il sait y trouver de la chaleur humaine.

Les syndicats SIP et Info'Com-CGT

- décident en tout fédéralisme statutaire d'étendre leur champ de compétence sans limite territoriale. La syndicalisation à SIP et Info'Com sera dictée par la nécessité.
- Ils conjugueront leurs efforts pour organiser des échanges, des débats qui alimenteront le processus de réflexion commune.
- Ayant pris connaissance des programmes libéraux en course pour L'Élysée, ils prennent toute assurance pour que, dès maintenant, une défense vigoureuse de la sécurité sociale, sous quelques formes que ce soit, soit organisée pour opposer la solidarité à la haine organisée de l'immigré, et pour contrer l'individualisme compétitif sur le terrain économique.

ANNEXE

PRESSE IMPRIMERIE

Il y a dix ans, trois syndicats parisiens s'interrogeaient sur l'évolution de leurs organisations respectives, au regard des mouvements économiques et professionnels qui opéraient de vastes ruptures dans leurs branches professionnelles. À partir d'une analyse commune, ils décidaient de s'engager dans un projet de constitution de syndicats de filière de métier : un syndicat représentant le secteur éditorial au sens large du terme, un syndicat représentant le secteur de l'imprimerie - Presse et Labeur -, le dernier devant représenter la distribution. L'ensemble devait être coordonné par une union syndicale du nom de INFO'COM-CGT.

Ce projet d'origine aura connu quelques modifications puisqu'une partie des protagonistes a disparu. Ce qui reste du Syndicat des correcteurs a été absorbé par des structures corporatistes, tandis que le syndicat SPPS n'est plus qu'une coquille vide, sans adhérent.

Seuls les ressortissants de la CSTP et les Imprimeurs-Rotativistes sont allés au bout de leur démarche.

Les Imprimeurs-Rotativistes ont créé leur syndicat, le SIP-CGT, et représentent une partie des salariés des imprimeries de presse et de labeur, tenant compte de l'absence de discussion et d'évolution de certaines structures catégorielles en presse. A l'époque, la décision des rotativistes de créer un syndicat d'imprimerie s'adossait sur la prise en compte des réalités du moment et de leurs analyses des mouvements futurs.

Plusieurs modifications avaient déjà considérablement bouleversé le paysage industriel. Elles confirmaient l'explosion prochaine des frontières entre toutes les formes de presse et le rapprochement des secteurs de la presse et du labeur :

- les manques d'investissements dans l'offre éditoriale,
- les multiples plans de restructuration du secteur de la distribution qui ont entraîné la disparition de nombreux points de ventes,
- la baisse des volumes papier, liée aux rachats puis fusions des titres par les groupes de presse qui se répartissaient le territoire.

A cela s'ajoutaient les évolutions professionnelles et les transversalités que les outils industriels modernes

et la nature des nouveaux travaux induiraient entre les catégories traditionnelles.

Les choix et l'analyse des élus de l'époque ont été confirmés durant la dernière décennie.

Si le géant français dont Nicolas Sarkozy rêvait aux assises de la presse en 2008 n'est pas encore né, l'information est désormais aux mains de quelques grands groupes - Bolloré, Dassault, Bernard Arnault, Patrick Drahi... Leurs tailles les contraignent de nourrir en permanence leurs tuyaux et leurs réseaux de l'information, d'où leur investissement considérable dans le numérique, financé par ce pillage toujours en vigueur de l'argent que rapporte encore le papier.

Ces choix impactent nécessairement la vente des journaux papier et accélèrent la baisse des volumes dans toutes les imprimeries. Pour autant, rien ne vient signer la disparition du support papier, imaginé par les pseudo-spécialistes des nouvelles technologies, lesquels n'avaient probablement pas prévu que le papier constituerait entre 70 et 80% des recettes pour les quotidiens en 2016.

Au moment où les représentants des syndicats et catégories concernées travaillaient à la mise en œuvre d'une union de syndicats, Paris comptait, en 2007, sept imprimeries pour fabriquer les quotidiens nationaux dans sa zone de distribution, bien que patronat et pouvoirs publics visaient l'éradication totale de la CGT et de la convention collective presse dans les entreprises de presse. Demeurent aujourd'hui quatre imprimeries sous convention presse qui, tels que le prévoyaient les représentants du SIP, impriment des quotidiens, nationaux et étrangers ainsi que des publications venues du secteur labeur.

En province, la situation présente quelques différences sur la forme, en raison des positions très régionalistes des dirigeants de groupes. Mais tout cela préfigure une situation bien plus compliquée sur le fond.

Si, comme en Ile-de-France, la baisse des volumes de la PQN en région et de la PQR se traduit par la mise en concurrence des imprimeries, aucun plan d'investissement n'est avancé par les groupes de presse concernés et aucune réflexion industrielle nationale n'est engagée, ni par les acteurs de la profession ni par les représentants de l'Etat. Ces derniers continuent de verser des aides publiques riches groupes Dassault, Bernard Arnault, Patrick Drahi, Bolloré...

Notre plan CGT pour l'imprimerie

Notre réponse CGT propose la mise en place d'un réseau d'imprimeries au service de l'information citoyenne. Ce réseau d'imprimeries, reconnu par le législateur et bénéficiant à ce titre des aides publiques redéfinies, devrait permettre de couvrir toutes les zones de diffusion sur le territoire pour l'ensemble des publications décrétées d'information au service du citoyen.

La mise en œuvre d'une telle stratégie justifie à l'évidence un plan d'investissement de haut niveau. Mais elle aura pour conséquence le rapprochement des secteurs de toutes les formes de presse et de certaines publications réputées labeur, ce qui pose de fait la question des conditions de fabrication et du droit social que tente de faire exploser gouvernement et patronat.

Dans un contexte où s'ajoute la stratégie d'abandon par l'équipe fédérale des questions liées à l'avenir et à la liberté de la presse et de l'information, il devient indispensable, dans le prolongement des décisions prises lors des deux derniers congrès fédéraux, de rassembler nos forces et d'élargir notre d'influence.

Cela pourrait prendre la forme d'une union de syndicats qui pourrait à la fois coordonner l'activité des filières et des entreprises de l'information.

Le groupe de travail imprimerie a pris le parti de l'avenir

Forts de la constitution de deux nouveaux syndicats, nous avons pu développer un projet porté sur nos filières respectives afin d'établir un projet de haut niveau, s'inscrivant totalement dans la nouvelle stratégie fédérale de l'époque! C'est notre indépendance qui nous a permis d'œuvrer de façon globale, à la fois sur l'Île-de-France mais aussi sur l'ensemble du territoire, collant parfaitement avec les stratégies d'implantation de certains grands

groupes de presse (Amaury, Riccobono). C'est en effet par la globalisation des groupes, de leur industrie et de leur économie que notre paysage professionnel a évolué.

L'enjeu est maintenant : « Le parti pris de l'avenir ».

La constitution du groupe de travail sur la filière impression (GTI) a permis d'appréhender au mieux les mouvements de charge et les politiques de groupe, notamment dans le Sud de la France. Cette coordination a été, par l'efficacité de ses travaux, reconnue comme un outil utile et nécessaire par tous, au-delà du renforcement des liens fraternels que cela a pu occasionner.

Pour une union des syndicats du secteur impression sur l'ensemble du territoire

Le SIP-CGT a toujours été qualifié parce qu'il a pris soin d'appliquer chacune de ses décisions! C'est en fonction de cette expérience que le SIP-CGT s'engage dans une nouvelle dynamique.

Il entreprend la mise en place d'une union des syndicats de l'impression et de la communication sur l'ensemble du territoire; ils deviendront ainsi les dépositaires de la réflexion globale sur la diffusion d'une information politique et générale au service de la démocratie, et sur l'imprimé en général.

La mise en place d'un tel outil de liaison permettra la souplesse et la concordance des informations et des relations avec les autres syndicats représentatifs de l'impression en France.

Ce projet doit être l'objet de débats, d'échanges dans un esprit de fraternité et de solidarité nécessaires pour affronter les bouleversements industriels d'une part, mais aussi et surtout face à toutes les volontés annoncées par ceux d'en face d'éradiquer notre syndicalisme.

ET SI ON EN DISCUTAIT ?

POUR NOUS CONTACTER :
SIP-CGT • celine.sip@live.fr

ANNEXE

INFORMATION & COMMUNICATION

Les enjeux qui présidaient à la création d'Info'Com-CGT il y a dix ans étaient déterminés par la volonté de riposter dans l'unité à l'offensive patronale menée pour sortir du cadre défini à la Libération pour la presse, l'impression et sa distribution. Éradiquer les ouvriers du Livre était l'un des buts du patronat. Il s'agissait d'accélérer la constitution de groupes adossés aux puissances financières et industrielles, à l'aide notamment des vagues successives d'informatisation qui réduisaient l'effectif à la portion congrue.

Les grands groupes financiers et industriels détiennent aujourd'hui la quasi-totalité de la presse écrite et audiovisuelle, l'édition, les agences de publicité, les instituts de sondage... L'information citoyenne, les aides à la presse définies comme un soutien à la création éditoriale ont été subordonnées à l'ordre libéral. Le dogme en vigueur stipule qu'une information ne vaut que par sa valeur sur le marché et seule sa vente en garantit son bien fondé.

Nous sommes ainsi entrés dans l'ère de la possible disparition de l'information indépendante. Les dernières affaires (iTélé, l'Obs, Canal Plus, etc.) sont les échos d'opérations de concentration non achevées. La main mise sur l'information devient un des modes majeurs de domination de la mondialisation libérale. L'enjeu de l'information s'élargit et s'intègre à la bataille pour une nouvelle démocratie sociale. D'autant que le contrôle sur les réseaux d'information numérique est exercé par des groupes de taille inédite, tels que GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon), concentrés pour la plupart en Californie, dans la « Silicon Valley » (Vallée du silicium), le pôle des industries de pointe situé au sud de San Francisco, sur la côte ouest des États-Unis.

Les enjeux du monde qu'ils nous préparent

Tout est fait pour que le marché de l'emploi ne redevienne jamais celui qu'il était avant la crise de 2008. Emploi stable, protection sociale, salaire décent, carrière assurée, stabilité... ces notions sont aujourd'hui battues en brèche par de grands groupes tel Publicis.

Les directions patronales inventent un nouveau modèle d'emploi. C'est une combinaison de travail à la demande et de travail distant, au sein d'équipes de plus en plus virtuelles. Les agences choisissent leurs besoins en personnel et répartissent leurs effectifs en salariés « volants ». De moins en moins de salariés dans les

locaux des agences et un recours de plus en plus important à des prestataires extérieurs.

L'employeur n'est plus limité à recruter dans sa région ni même dans un périmètre quelconque. Seul le besoin ponctuel de la personne recherchée compte. Et la rémunération est fonction de la prestation ponctuelle. Les frontières entre les différentes entreprises du groupe s'effacent. Des salariés des différentes agences, des prestataires extérieurs et maintenant des personnels venus de chez le client se côtoient quotidiennement. La direction use à l'extrême des mises à disposition pour boucher le moindre trou, dans le but d'utiliser la main-d'œuvre avec une rentabilité maximale.

L'arrivée du digital est l'aubaine qui remet en cause le salariat et plaide pour une « ubérisation du code du travail ». A l'aide d'une simple connexion et d'une application, tout un chacun peut travailler n'importe où, n'importe quand. L'évolution de l'organisation du travail en cours déstabilise tout, y compris nos cadres traditionnels de pensée. S'il est difficile de prévoir jusqu'où ira cette transformation, une chose est sûre, elle va vite et semble inéluctable. Pour le pire, pour le moment.

Les plates-formes peuvent généraliser cette technique dite de « crowdsourcing ». La concurrence est organisée entre une foule de candidats, « experts » ou non, créatifs ou non. Tous peuvent présenter de façon gratuite leurs travaux, mais seuls quelques élus décrochent le Graal : la sélection de leurs travaux, qui ouvre de façon éventuelle et aléatoire à une rémunération fondée sur des critères variables.

L'ubérisation du travail n'a d'autres fonctions que le retour aux travailleurs payés à la tâche. La quasi-totalité des gens connectés, qui partagent et produisent du contenu et des données, donc de la valeur, sont le plus souvent des salariés qui s'ignorent. Le « digital labor » est la manifestation la plus surprenante de la transformation du travail. Ce travail implicite des utilisateurs de plates-formes est souvent rémunéré de façon précaire, voire pas du tout.

Les hordes de jeunes diplômés qui peinent à trouver un emploi se voient offrir des jobs salariés de moins en moins bien payés, concurrence des indépendants oblige ! Les salaires de certaines fonctions ont ainsi baissé de plus de 10% en 10 ans au sein de Publicis.

Comment notre syndicalisme doit-il répondre au libéralisme numérique ?

Il n'y a pas de neutralité de cette technologie qui s'intègre au processus de travail dans l'entreprise. Une telle affirmation est frappée au coin de plus de trente ans d'expériences concrètes dans la plupart des branches industrielles, où la lente progression de l'arrivée du numérique, qu'on appelait « informatique », a été utilisée par les employeurs pour substituer au travail manuel humain des robots.

La phase actuelle, dite de « numérisation », signifie dans le cadre du capitalisme libéral, un double processus :

- une absorption de tâches intellectuelles en nombre croissant par la « machine » (réseaux, algorithmes, iCloud, applis...)
- et de façon indissociable le recul, voire la disparition, du droit social, de la protection sociale.

Le travail humain est en danger. Des annonces terrifiantes sont rédigées sous forme de rapports apocalyptiques, tel celui de l'OCDE, qui annoncent la suppression du fait du numérique de millions d'emplois de tous ordres à l'horizon de 2020. Dans le cadre d'un chômage de haut niveau désormais permanent, d'une précarité qui se développe, le numérique couplé à la régression de la condition salariale s'en prend à tous les secteurs qui naguère étaient protégés du fait de l'intelligence humaine requise pour y travailler.

Notre principe syndical consiste donc à mettre au centre du numérique l'humain, l'humain d'abord.

Nous revendiquons :

- un droit de recours suspensif avant la mise en place de technologies nouvelles, afin d'en évaluer l'impact sur l'emploi. Une commission technique liée au comité d'entreprise sera formée à cet effet. Le comité d'entreprise recouvre une de ses fonctions décisives au service du Travail, la lutte pratique

contre la mise en danger des postes de travail. Ils seront préservés de façon automatique avant l'intervention de la commission technique.

- le CDI, défini dans son acception la plus protectrice, est la règle, comme le sont le salaire déterminé sur la base de ce contrat et la mesure du temps de travail définie par la loi. Tout accord d'entreprise ne sera effectif que s'il est plus avantageux pour le salarié que la loi ou la convention de branche.
- tout travail mérite salaire. Tout travail effectué par un salarié, un auto-entrepreneur, un travailleur à domicile ou un travailleur précaire sera rémunéré à un niveau similaire selon une grille de branche – ou une grille plus avantageuse – et encadré par des mesures de protection sociale identiques, quel que soit le statut du salarié qui a effectué le travail.
- la fin du travail dissimulé. L'utilisation d'interfaces ouvertes en permanence, bien au delà du temps de travail de référence, n'est pas seulement passible du droit à la déconnexion. Elle est propice au travail sans fin ni rémunération. Le temps du réseau ouvert 24 heures sur 24, les liaisons internationales, poussent à un brouillage des codes de mesure du temps de travail. Voilà pourquoi nous revendiquons l'application de la notion légale de travail dissimulé au travail numérique.
- embauche des précaires en CDI, droit de retour des anciens salariés devenus auto-entrepreneurs fourvoyés dans l'aventure préconisée par la propagande patronale. Décompte à l'effectif des auto-entrepreneurs travaillant pour l'entreprise.

Nous soumettons cette plate-forme minimale aux salariés, et à toutes les bonnes volontés qui voudront bien enrichir, améliorer cette base initiale.

La vocation d'Info'Com-CGT est bien de rassembler, sur cette base revendicative comme sur tous les impératifs des actions nécessaires à la solidarité et au soutien aux luttes, quels que soient les secteurs de l'information et de la communication où elles se mènent.

ET SI ON EN DISCUTAIT ?

POUR NOUS CONTACTER :

Info'Com-CGT • 01 43 31 80 49 • news@infocomcgt.fr